La politisation de la lutte contre l'antisémitisme...

14.10.2019

Categories: Antisémitisme, BDS-Arguments

Le site de l''Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a publié le 6 octobre un article intéressant de Maxime Benatouil, que nous nous permettons de reproduite en entier, car même s'il se réfère d'abord à la situation en France, ces réflexions fournissent un état des lieux et des pistes de réflexions valables bien au-delà des frontières françaises.

La publication le 11 février 2019 par le Ministère de l'Intérieur des actes antisémites recensés, en hausse de 74% par rapport à l'année précédente, a fait couler beaucoup d'encre. D'aucuns, de l'extrême-centre néolibéral à la droite extrême, se sont empressés de pointer du doigt les Musulman.e.s – fidèles à la théorie nauséabonde du « nouvel antisémitisme » -, voire les classes populaires, dans un contexte de contestation sociale sans précédent incarnée par le mouvement des Gilets jaunes. L'Union juive française pour la paix (UJFP) ne pouvait garder le silence, alors même que nous subissions régulièrement des attaques émanant d'une certaine frange, certes minoritaire, de la gauche radicale, qui n'a jamais perdu une occasion de faire de nous les « idiots utiles » de ce « nouvel antisémitisme ».

En tant qu'organisation juive antiraciste, la lutte contre l'antisémitisme fait partie intégrante de nos réflexions et de nos activités militantes. Nous cultivons, ceci étant dit, notre spécificité, notamment vis-à-vis d'autres structures idéologiquement acquises au sionisme. Si nous considérons que le fond culturel de l'antisémitisme est unique, nous sommes d'avis que celui-ci se décline en différentes modalités, appelant des répertoires d'action spécifiques pour y faire face.

L'antisémitisme des suprémacistes blancs est loin d'avoir disparu. Il est même renforcé par la légitimation des forces politiques d'extrême-droite, un peu partout dans le monde, ce qui déchaîne en conséquence les violences racistes - les attaques contre les fidèles de la mosquée de Christchurch et de la synagogue californienne en sont des illustrations récentes. Nous dénonçons sans relâche les discours et les pratiques qui visent à normaliser l'extrême-droite, et tout particulièrement les alliances politiques que noue le régime sioniste avec les gouvernements les plus réactionnaires-antisémites de la planète au nom d'une croyance commune en l'idée que les Juif.VE.s n'ont rien à faire hors de Palestine et d'une islamophobie partagée.

L'antisémitisme populaire et "anti-système" connaît une seconde jeunesse depuis sa théorisation par le faux bien connu des "Protocoles des sages de Sion", notamment sous l'impulsion de la galaxie soralienne qui continue de marquer les esprits. À peine masquée par un antisionisme de façade et une critique du "système" qui fait l'économie d'une analyse matérialiste des rapports de force, cette vision du monde pétrie d'antisémitisme est celle que nous combattons avec le plus de vigueur. Car ici, et contrairement aux suprémacistes blancs, certain.e.s de ses partisan.e.s - et tout particulièrement celles et ceux issu.e.s des

quartiers populaires - peuvent être ramené.e.s dans le giron d'une critique antiraciste et anticapitaliste, débarrassée de ses fantasmes antisémites et autres raccourcis essentialistes. Notre responsabilité dans cet effort, en tant qu'organisation juive antiraciste et antisioniste, est majeure. Et à force de communiqués et de participations à des rencontres dans les quartiers populaires, nous avons honoré notre mission d'éducation citoyenne et politique, même si beaucoup reste à faire.

Le philosémitisme et le philosionisme d'État constituent les nouveaux habits de l'antisémitisme. Les illustrations de cette thèse ne cessent d'alimenter l'actualité, comme en a récemment témoigné la tempête médiatique autour des caricatures antisémites d'un Yann Moix et ses tentatives désespérées de se présenter en « ami des Juif.VE.s » en soutenant inconditionnellement l'État d'Israël. La séquence de la répression par le pouvoir des Gilets jaunes, qui a monté en épingle "l'affaire Finkielkraut" et instrumentalisé l'antisémitisme pour jeter le discrédit sur l'intégralité d'un mouvement social, en est aussi un exemple, d'ailleurs plus dommageable encore. La communication du gouvernement s'est efforcée de rassembler les Juif.VE.s en un ensemble homogène et monolithique, systématiquement rangé aux côtés du pouvoir. Pouvoir qui, selon une narration que les sbires de la Macronie n'ont eu de cesse de propager, serait le seul à même de les protéger contre une colère populaire jugée irrationnelle et violente. Cette essentialisation est une forme d'antisémitisme que nous avons condamné avec force. Nous sommes nombreux, dans nos rangs et au-delà, à nous opposer à la guerre sociale et à l'offensive anti-démocratique que mène le gouvernement. Et nous ne saurons rester sagement silencieux quand notre parole est confisquée de la sorte.

La réaction aux chiffres du Ministère de l'Intérieur, portée unanimement par la quasi-totalité des forces du champ politique, a mis en branle la République pour condamner la recrudescence des actes antisémites à coups de tribunes médiatiques, et même en organisant un vaste rassemblement transpartisan. Comment se réjouir d'une telle initiative alors que des personnalités ouvertement racistes ont été accueillies les bras ouverts Place de la République, tel le député LR Éric Ciotti qui préconisait récemment sur les bancs de l'Assemblée l'interdiction du voile pour les mamans accompagnantes de sortie scolaire ? Comment se réjouir d'une telle initiative alors que les élites républicaines se taisent – quand elles ne se font pas les actrices de la répression raciste – lorsque des Musulmanes sont agressées, lorsque de jeunes Noirs sont brutalement attaqués par la police, lorsque des enfants Rroms sont violenté.e.s, lorsque des Asiatiques sont touché.e.s ? Ce "deux poids, deux mesures" font des juif.VE.s, qui n'ont d'ailleurs rien demandé, des "enfants chéris de la République". Et ce traitement différencié par l'État nourrit, en retour, l'antisémitisme. Nous voulons tou.te.s devenir des enfants chéris de la République, ou alors celle-ci doit tomber.

Notre lutte contre l'antisémitisme est politique. Elle s'inscrit dans un ensemble de mobilisations contre les discriminations systémiques que nous menons avec nos frères et sœurs de lutte de l'antiracisme politique. C'est d'ailleurs avec eux (le Collectif Rosa Parks, le PIR, l'ATMF, la BAN, le NPA, et d'autres !) que nous avons appelé à un rassemblement distinct, à Ménilmontant, contre l'antisémitisme et ses instrumentalisations politiques. Il s'agissait d'insister sur la nécessité d'intégrer la lutte contre l'antisémitisme à un antiracisme politique cohérent pour ne pas la laisser à l'arc républicano-laïcard, à la droite dure et aux sionistes. Nous ne pouvons pas combattre le racisme d'une manière qui absolve l'État de sa responsabilité, en mettant de façon exclusive l'attention sur la lutte contre l'antisémitisme au détriment de celle contre l'islamophobie, la négrophobie, la rromophobie et le racisme anti-asiatique. Il faut sortir de cette dynamique destructrice qui, en privilégiant une lutte contre une forme de racisme sur les autres, enflamme les tensions intercommunautaires et nourrit le mal qu'elle prétend éradiquer. À nous de continuer le travail…

Cet article *est la version réécrite de l'intervention de Maxime Benatouil aux Journées de Printemps 2019 de l'UJFP, à voir sur le chaîne youtube de l'UJFP:*